SUD-VERSIF

Numéro 199, OCTOBRE 2013

GILET ESC : ça fait tâche !

Dans une nouvelle note AGIR, on apprend que la Direction a fait un « geste » pour les agents en ESC avec la prise en compte des frais d'entretien des gilets. Elle a fixé le montant annuel de l'indemnité à 3.50 € !!! Le versement s'effectuera en mars en une seule fois… Le personnel des ESC va être réjoui d'apprendre cette nouvelle …
Il y a de quoi leur passer un savon à la Direction !

La STRATEGIE DU DECLIN !

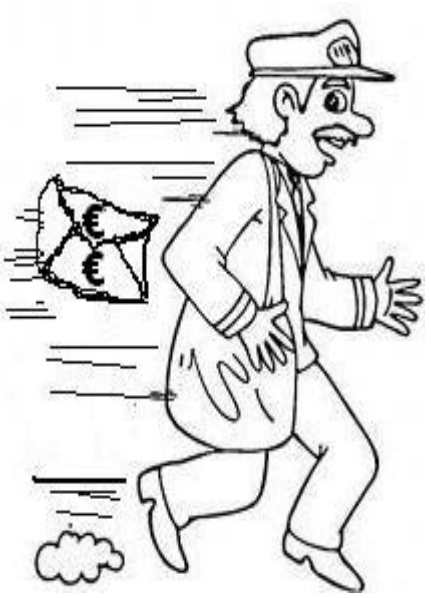
Les effets de la crise financière n'auront épargné personne, pas même l'activité du courrier qui s'en est ressenti avec la baisse des échanges et une croissance au point mort. Mais c'est l'occasion rêvée pour nos dirigeants, de précipiter les fermetures de sites (Bureau de poste, PIC...), pour anticiper des restructurations avec des prévisions de baisse à hauteur de 5% annuelle, pour continuer à supprimer des milliers d'emplois. Cette stratégie du déclin nous est servie à tous les étages du « dialogue » social et met en avant le nécessaire besoin de s'adapter.
Nous avons peut être le tort de penser que le redémarrage de l'activité courrier sera lié à la reprise économique mais le problème qui se pose, aura-t-on conservé d'ici là, une organisation pouvant proposer un service public digne ?

Dame BOBIN à côté de la Plaque…

Une nouvelle fois la DET de la Plaque d'Amboise s'est particulièrement distinguée en alignant un représentant syndical (ex membre SUD du CHSCT) d'un PV 532 pour un fait dont il n'est pas responsable, et qui d'ailleurs n'aurait pas du justifier une telle réaction… On lui reprochait à tort d'avoir communiqué par écrit au personnel les conclusions de l'enquête, demandées par le CHSCT sur les conditions de prise de la pause méridienne. Pour rappel, un PV 532 est attribué à un agent lorsqu'une faute grave a été commise ou lorsqu'il y a soupçon d'une infraction. En l'occurrence, il n'y avait là aucune justification à sortir l'arsenal de guerre, sinon la volonté manifeste de monter un dossier disciplinaire « vide »… Cette attitude démontre une nouvelle fois la pratique managériale autoritaire et arbitraire par l'exercice de pressions déstabilisantes et dangereuses à l'égard de son personnel et en premier lieu vis-à-vis de nos représentants syndicaux. La politique de décentralisation imposée par le siège, ne doit pas servir de prétexte pour conduire à de tels dérapages, qui s'apparentent à une sortie de route, si on s'en tient à la réglementation postale et au code du travail.
Mais derrière cette mesure, on voit très bien qui est dans le viseur. Cette attitude relève de la discrimination syndicale et nous demandons que le 532 lui soit immédiatement retiré.
C'est en tout cas pas de cette manière que la Direction arrivera à nous discréditer du personnel, cela pourrait même produire l'effet inverse...

COTE ~~COURRIER~~ PRODUIT…

La voiture est un produit, le joueur de foot est un produit, et le courrier est un produit… Un pur produit de la connerie surmultipliée en terme d'utilisation du sens des mots, et de déshumanisation…
Jeudi 5 septembre, 2 inspectrices du travail viennent visiter ce « magnifique outil » qu'est la PIC val de Loire, avec sa trentaine de maladies professionnelles déclarées, histoire de se rendre compte ce qu'un DET cynique est capable, histoire de voir de quoi ressemble cette usine à courrier (et à gaz...), et le travail autour d'une MTI ou d'une TOP. Durant les 3h de visite en seule compagnie des représentants du personnel et, bien sûr, des 2 principales têtes de la PIC, ces derniers, dans toutes les explications qu'ils ont du donner, n'ont même pas été capables d'appeler une seule fois par son vrai nom la raison de vivre de tout bon postier : « Le Courrier »… Non, à notre époque, nos patrons n'appellent plus cela des lettres mais du « produit » au même niveau que les autres : surgelé, vaisselle, d'entretien, pharmaceutique!!!?? Ras la casquette PTT de ce langage de Daube, où l'on massacre la langue française et le sens des mots, le tout rapporté à une seule cause : le capitalisme de l'ombre, tout là haut… Qui nous fera bientôt, à les entendre, décrire le plus beau des étrons qui soit, par des expressions olfactives uniquement positives...



Le journal de SUD Poste
Indre et Loire

Solidaires Unitaires
Démocratiques

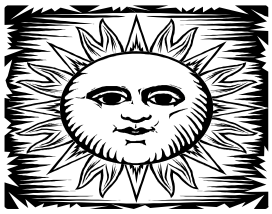
OCTOBRE 2013
Numéro 199

SUD - VERSIF

« Nous avons dans le coeur un monde nouveau ». Buenaventura Durruti

S.U.D.-P.T.T. 37
La Camusière
18 rue de l'Oiselet
37550 Saint-Avertin
Tel : 02 47 85 11 11
Fax : 02 47 85 11 12
E Mail :
sudptt.36-37@wanadoo.fr
Site internet :
http://sudptt36-37.org

A SUD



LE SOLEIL BRILLE

Qui Wahl là ?

En annonçant son départ un an avant la fin de son mandat, JP Bailly a jeté l'éponge après 11 ans de règne au sein du groupe la Poste. Il aura laissé une grosse ardoise en terme d'effectif, plus de 80000 emplois supprimés et aura été le Président des restructurations intensives et de la privatisation.

Néanmoins, il laissera un bon souvenir à ses cadres sup qui ont vu leur rémunération augmenter de 40% en 5 ans, pendant que les salaires des cadres et personnel de l'exécution étaient en berne…

Il laisse sa place à Philippe Wahl, un homme d'affaire, au service du lobbing bancaire, qui a débuté sa carrière dans l'administration en tant qu'auditeur au Conseil d'Etat, puis chargé de mission à la commission des opérations de bourse, avant de travailler dans le cabinet de Michel Rocard sur les dossiers de la CSG. Spécialistes des produits « structurés » (créances toxiques), en 2007, à la tête de la RBS (Royal Bank of Scotland) il les propage sur toute l'Europe… et devient l'un des artisans de la faillite des banques et de la crise financière en Europe. Le gouvernement britannique devra injecter 54 milliards d'euros pour éviter la faillite de la RBS en 2009, après la chute de l'action en bourse de 88%...

Arrivé en 2011 à la tête de La Banque Postale, où il percevait le plus gros salaire du groupe avec 830000 euros (lire « Ceux d'en haut » de H. Hamon) avant l'intervention du gouvernement, il a, n'en doutant pas, pour objectif d'imposer une politique de financiarisation avec toutes les conséquences désastreuses qui l'accompagne ...

Quand le « dialogue social » accompagne la casse sociale…

Le mois dernier, pas moins de 4 CT avaient lieu pour entériner plusieurs dizaines de suppressions d'emplois dans des bureaux distri en Indre et Loire et comme si, cela ne suffisait pas, on a même eu droit à un tract FO sur le bureau de Coty, qui expliquait au personnel que les autres OS se porteraient responsables de la dégradation si elles ne signaient pas l'accord …

Comprenne qui pourra !

LA RETRAITE DES MORTS

200 000 euros !

C'est la somme obtenue à ce jour pour l'indemnisation des salarié-es (Enseigne et courrier) pour leur reprise d'ancienneté. Des dossiers que nous avons portés en négociation lors de notre campagne. Il en reste encore à négocier, mais si vous êtes salarié-es et que vous avez travaillé des périodes en CDD qui n'auraient pas été prises en compte dans votre ancienneté de carrière, vous pouvez toujours vous adresser à nous, nous ferons le nécessaire !

MAIN BASSE SUR L'ENSEIGNE !

A travers la mise en place de la politique des 5 piliers à l'Enseigne, c'est véritablement la Banque Postale qui s'approprie l'Enseigne pour accélérer sa politique commerciale et se détourner ainsi de la mission de service public. On ne parle désormais que de portefeuilles à remplir et seuls les clients ayant des opérations à fortes valeurs ajoutées pourront encore franchir le seuil. Les autres auront comme seul interlocuteur, un automate… Voilà ce qu'il nomme une banque citoyenne !

Nous pensons que la seule voix capable pour la Banque Postale d'être une banque pas comme les autres, c'est avant tout d'assurer sa mission de service public, un rôle majeur pour la société.

LA STRATEGIE DU DECLIN !

Les effets de la crise financière n'auront épargné personne, pas même l'activité du courrier qui s'en est ressenti avec la baisse des échanges et une croissance au point mort. Mais c'est l'occasion rêvée pour nos dirigeants, de précipiter les fermetures de sites (Bureau de poste, PIC...), pour anticiper des restructurations avec des prévisions de baisse à hauteur de 5% annuelle, pour continuer à supprimer des milliers d'emplois. Cette stratégie du déclin nous est servie à tous les étages du « dialogue » social et met en avant le nécessaire besoin de s'adapter.

Nous avons peut être le tort de penser que le redémarrage de l'activité courrier sera lié à la reprise économique mais le problème qui se pose, aura-t-on conservé d'ici là, une organisation pouvant proposer un service public digne ?

GILET ESC :

Ça fait tâche !

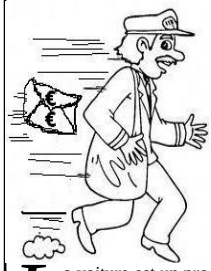
Dans une nouvelle note AGIR, on apprend que la Direction a fait un geste pour les agents en ESC avec la prise en compte des frais d'entretien des gilets. Elle a fixé le montant annuel de l'indemnité à 3.50 € !!! Le versement s'effectuera en mars en une seule fois… Le personnel des ESC va être réjoui d'apprendre cette nouvelle …Il y a de quoi leur passer un savon !

Dame BOBIN à côté de la Plaque…

Une nouvelle fois la DET de la Plaque d'Amboise s'est particulièrement distinguée en alignant un représentant syndical (ex membre SUD du CHSCT) d'un PV 532 pour un fait dont il n'est pas responsable, et qui d'ailleurs n'aurait pas du justifier une telle réaction… On lui reprochait à tort d'avoir communiqué par écrit au personnel les conclusions de l'enquête, demandées par le CHSCT sur les conditions de prise de la pause méridienne. Pour rappel, un PV 532 est attribué à un agent lorsqu'une faute grave a été commise ou lorsqu'il y a soupçon d'une infraction. En l'occurrence, il n'y avait là aucune justification à sortir l'arsenal de guerre, sinon la volonté manifeste de monter un dossier disciplinaire « vide »… Cette attitude démontre une nouvelle fois la pratique managériale autoritaire et arbitraire par l'exercice de pressions déstabilisantes et dangereuses à l'égard de son personnel et en premier lieu vis-à-vis de nos représentants syndicaux. La politique de décentralisation imposée par le siège, ne doit pas servir de prétexte pour conduire à de tels dérapages, qui s'apparentent à une sortie de route, si on s'en tient à la réglementation postale et au code du travail.

Mais derrière cette mesure, on voit très bien qui est dans le viseur. Cette attitude relève de la discrimination syndicale et nous demandons que le 532 lui soit immédiatement retiré.

C'est en tout cas pas de cette manière que la Direction arrivera à nous discréditer du personnel, cela pourrait même produire l'effet inverse...



Et aussi 2000€ !!!

L'ineffable TIBI (le ci-devant directeur de la DOTC Touraine-Berry) continue à faire des conneries. Après avoir perdu au tribunal administratif d'Orléans (suite aux sanctions injustifiées à l'égard de notre camarade Didier Cechella), TIBI Premier nous a attaqué au tribunal d'instance de Tours pour contester la désignation d'un de nos camarades au CHS-CT de NOD. Il a perdu mais comme il n'était pas content, il est allé en cassation ! Il vient de se voir rejeter son pourvoi par la cour et faire condamner La Poste à nous verser 2000 euros (au titre des frais engagés dans cette affaire)… Voilà donc plusieurs milliers d'euros gâchés dans des procédures vaines par Tibi Premier ! Et on attend avec hâte (et délectation) les suites juridiques de la plainte déposée à l'encontre de notre secrétaire départemental suite à un Subversif qui n'a pas plu à monseigneur. Sans compter quelques cartouches judicaires que l'on réserve à certains de ces DET trop enclin à fouler quotidiennement le droit du travail et les droits syndicaux...

COTE ~~COURRIER~~ PRODUIT...

La voiture est un produit, le joueur de foot est un produit, et le courrier est un produit… Un pur produit de la connerie surmultipliée en terme d'utilisation du sens des mots, et de déshumanisation… Jeudi 5 septembre, 2 inspectrices du travail viennent visiter ce « magnifique outil » qu'est la PIC val de Loire, avec sa trentaine de maladies professionnelles déclarées, histoire de se rendre compte de quoi un DET cynique est capable, histoire de voir à quoi ressemble cette usine à courrier (et à gaz...), et le travail autour d'une MTI ou d'une TOP. Durant les 3h de visite en seule compagnie des représentants du personnel et, bien sûr, des 2 principales têtes de la PIC, ces derniers, dans toutes les explications qu'ils ont du donner, n'ont même pas été capables d'appeler une seule fois par son vrai nom la raison de vivre de tout bon postier : « Le Courrier »… Non, à notre époque, nos patrons n'appellent plus cela des lettres mais du « produit » au même niveau que les autres : surgelé, vaisselle, d'entretien, pharmaceutique!!!?? Ras la casquette PTT de ce langage de Daube, où l'on massacre la langue française et le sens des mots, le tout rapporté à une seule cause : le capitalisme de l'ombre, tout là haut… Qui nous fera bientôt, à les entendre, décrire le plus beau des étrons qui soit, par des expressions olfactives uniquement positives...